

INSTRUCTION CODIFICATRICE

N° 97-120-K-P-R du 2 décembre 1997

NOR : BUD R 97 00120 J

Référence publiée au BOCP

RÉGIES DE RECETTES DES PRÉFECTURES ET SOUS-PRÉFECTURES

ANALYSE

Mise à jour n° 1

Date d'application : 02/12/1997

MOTS-CLÉS

ÉPARGNE ; COMPTABILITÉ ; VÉRIFICATIONS ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; PRÉFET ; SOUS-PRÉFET ; RÉGIE DE RECETTES

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction codificatrice n° 96-120-K-P-R du 4 novembre 1996

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPG	RGF	DOM										

DIFFUSION

CS 45

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction C - Bureau C3

PRÉAMBULE

La refonte de l'instruction d'application de décembre 1980 sur l'institution, l'organisation et le fonctionnement des régies de recettes pour la perception de différents droits dans les préfectures est rendue nécessaire en raison de la parution du décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics et de l'instruction codificatrice n° 93-75 ABKOPR du 29 juin 1993 modifiée sur les régies de recettes et les régies d'avances des organismes publics.

Les dispositions de l'instruction codificatrice sur les régies de recettes et les régies d'avances des organismes publics en date du 29 juin 1993 sont étendues à compter de la publication de la présente instruction aux régies de recettes des préfectures et des sous-préfectures. La présente instruction d'application apporte, toutefois, en ce qui concerne les régies de recettes des préfectures et des sous-préfectures, certaines précisions relatives :

- à l'institution et à l'objet des régies ;
- à la nomination des régisseurs ;
- aux règles générales de fonctionnement des régies ;
- à la responsabilité des régisseurs ;
- à la comptabilité des régies ;
- au contrôle de leurs opérations ;
- au passage à l'EURO.

P/LE MINISTRE DU BUDGET
PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT
LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

P/LE MINISTRE DE L'INTERIEUR
LE DIRECTEUR DE LA PROGRAMMATION,
DES AFFAIRES FINANCIERES
ET IMMOBILIERES

MICHEL GONNET

ALEXANDRE JEVAKHOFF

SOMMAIRE

PRÉAMBULE	2
TITRE 1 INSTITUTION ET OBJET DES REGIES	3
1. INSTITUTION DES RÉGIES	4
2. OBJET DES RÉGIES	4
3. RECETTES ENCAISSÉES PAR LES RÉGIES	4
TITRE 2 NOMINATION DES RÉGISSEURS	5
1. NOMINATION DES RÉGISSEURS	6
2. NOMINATION DES SOUS-RÉGISSEURS.....	6
3. LES PRÉPOSÉS DES RÉGIES ET DES SOUS-RÉGIES	6
4. LA SÉCURITÉ DES RÉGIES ET SOUS-RÉGIES	7
TITRE 3 FONCTIONNEMENT DES RÉGIES	8
1. APPROVISIONNEMENT DE LA RÉGIE EN FORMULES SANS VALEUR FACIALE, EN VIGNETTES ET EN TIMBRES FISCAUX	9
1.1. Formules sans valeur faciale	9
1.2. Timbres mobiles fiscaux	10
1.3. Vignettes représentatives de la taxe différentielle sur les véhicules a moteur	10
1.4. Remise	11
2. ENCAISSEMENT DES RECETTES PAR LES COMPTABLES DU TRÉSOR.....	12
3. REMBOURSEMENT DES TROP-PERÇUS.....	12
3.1. Remboursement des excédents de versement et des recettes n’ayant pu être imputées faute de renseignements suffisants	12
3.2. Restitution exceptionnelle de trop-perçus à la suite d’erreurs de liquidation par l’administration.....	12
4. RÉGULARISATION DES RECETTES	13
5. UTILISATION DE CAISSES ENREGISTREUSES OU INFORMATISATION DE LA RÉGIE	13
6. ENCAISSEMENT PAR CARTE BANCAIRE	14
6.1. Généralités	14
6.2. Rôle du régisseur	15
7. OPÉRATIONS DE FIN DE MOIS.....	17

TITRE 4 RESPONSABILITÉ DES RÉGISSEURS.....	15
1. EVALUATION DU DÉFICIT EN CAS DE PERTE DE DOCUMENTS	16
2. ORGANISME APPELÉ À SUPPORTER LES CONSÉQUENCES FINANCIÈRES D'UNE ÉVENTUELLE DÉCISION DE DÉCHARGE DE RESPONSABILITÉ OU DE REMISE GRACIEUSE, PRISE EN FAVEUR D'UN RÉGISSEUR	16
TITRE 5 COMPTABILITÉ DES RÉGIES	17
1. ORGANISATION DE LA COMPTABILITÉ DENIERS.....	18
1.1. Nomenclature et fonctionnement des comptes	18
1.2. Registres et documents comptables, mode d'utilisation, arrêtés et rectifications d'écriture.....	18
1.2.1. Nomenclature et contexte des registres	18
1.2.1.1. Des journaux divisionnaires :	18
1.2.1.2. Un livre centralisateur :	19
1.2.1.3. Des journaux de développement :	19
1.2.2. Mode d'utilisation des registres, arrêtés et rectifications d'écritures	19
1.2.3. Comptabilisation des chèques impayés	19
2. ORGANISATION DE LA COMPTABILITÉ DES DOCUMENTS SANS VALEUR FACIALE	20
2.1. Tenue de la comptabilité de stock.....	20
2.2. Cas particulier des formules sans valeur faciale hors d'usage, fautes ou supprimées	20
3. ORGANISATION DE LA COMPTABILITÉ VALEUR	20
3.1. Tenue de la comptabilité.....	21
3.2. Cas particulier des timbres et vignettes accidentés ou supprimés	21
4. REGISTRES EXTRA-COMPTABLES	21
4.1. Carnet de déclarations de recettes.....	21
4.2. Registre de la comptabilité de stock	22
4.3. Carnet de maintenance.....	22
TITRE 6 CONTRÔLE DES RÉGIES	23
1. CONTRÔLES ADMINISTRATIFS ET COMPTABLES.....	24
2. CONTRÔLE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS	24

TITRE 7 LE PASSAGE A L'EURO.....	25
ANNEXES	27

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur.....	28
ANNEXE N° 2 : Arrêté du 28 février 1995 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993.....	31
ANNEXE N° 3 : Arrêté du 4 octobre 1995 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993	32
ANNEXE N° 4 : Arrêté du 26 mars 1996 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993	33
ANNEXE N° 5 : Siège et circonscription des entrepôts régionaux du timbre et des imprimés de la Direction générale des Impôts.....	34
ANNEXE N° 6 : Etat des vignettes destinées à la perception des taxes différentielle et spéciale sur les véhicules à moteur	35
ANNEXE N° 7 : Ecritures à passer	36
ANNEXE N° 8 : Journaux divisionnaires	39
ANNEXE N° 9 : Comptabilisation des chèques impayés.....	49
ANNEXE N° 10 : Tableau annuel de situation.....	50
ANNEXE N° 11 : Constitution du dossier de demande d'encaissement par carte bancaire des recettes des préfectures et des sous-préfectures	51

TITRE 1

INSTITUTION ET OBJET DES RÉGIES

L'article 1^{er} de l'arrêté interministériel du 29 juillet 1993 fixe les modalités d'institution et l'objet des régies de recettes des préfectures et des sous-préfectures.

1. INSTITUTION DES RÉGIES

Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics, l'arrêté interministériel du 29 juillet 1993 modifié habilite les préfets à instituer ou à modifier, par arrêté pris sous leur seule signature, une ou plusieurs régies de recettes dans les préfectures et les sous-préfectures.

2. OBJET DES RÉGIES

Tous les droits perçus dans les préfectures et les sous-préfectures doivent être encaissés par les régisseurs de recettes, qu'ils soient perçus pour le compte de la direction générale des impôts ou pour le compte d'autres administrations ou organismes, et qu'ils donnent lieu ou non à la délivrance de formules ou de timbres, de quelque nature que ce soit.

Il importe que le redevable ne se trouve pas dans l'obligation de sortir des locaux de la préfecture ou de la sous-préfecture pour effectuer le versement des droits dont il s'agit.

Toutefois, le requérant peut se procurer lui-même, auprès des dépositaires habilités et notamment des débitants de tabac, le timbre mobile correspondant au montant des droits, et le joindre à sa demande.

3. RECETTES ENCAISSÉES PAR LES RÉGIES

Les recettes encaissées par les régies sont énumérées à l'article 11 de l'arrêté interministériel du 29 juillet 1993 modifié.

Il y a lieu de souligner que cette liste ne pourra être complétée ou modifiée, à l'avenir, que par un nouvel arrêté interministériel, à l'exception des droits perçus pour le compte de la direction générale des impôts et des droits de chancellerie qui sont désignés sous une dénomination à caractère général.

En ce qui concerne l'encaissement des recettes par chèques bancaires, par dérogation aux dispositions de l'instruction codificatrice n° 93-75 ABKOPR du 29 juin 1993, le régisseur devra exiger un chèque certifié pour le règlement de droits au comptant lorsque le montant des opérations dépasse le seuil de 7 625 €.

Ce relèvement dérogatoire du seuil de certification des chèques ne s'applique qu'aux concessionnaires automobiles.

TITRE 2

NOMINATION DES RÉGISSEURS

1. NOMINATION DES RÉGISSEURS

Conformément à l'article 3 du décret du 20 juillet 1992, la nomination des régisseurs est soumise à l'agrément du trésorier-payeur général du département et du receveur général des finances pour PARIS.

En ce qui concerne les conditions de nomination et d'installation des régisseurs de recettes, il convient de se référer aux dispositions des titres II et III de l'instruction codificatrice du 29 juin 1993.

Par ailleurs, une bonne règle de gestion exigeant que les fonctions comptables soient distinctes des fonctions de liquidation et de contrôle, il est formellement proscrit de confier les fonctions de régisseur à un agent exerçant les fonctions d'ordonnateur ou ayant reçu délégation à cet effet.

2. NOMINATION DES SOUS-RÉGISSEURS

Le régisseur doit normalement exécuter lui-même, ou avec le concours d'agents placés sous sa surveillance constante et immédiate, les opérations dont il a la charge. Le régisseur doit, en particulier, avoir la possibilité d'exercer une surveillance sur les agents appelés à manipuler les formules dont il a la garde.

Les conditions particulières de recouvrement peuvent, cependant, justifier que certaines recettes soient encaissées par d'autres agents qui interviennent, en qualité de sous-régisseurs, pour le compte et sous la responsabilité du régisseur, et qui, d'une manière générale, exercent leurs attributions en dehors du siège de la régie.

Les sous-régisseurs sont nommés avec l'accord des régisseurs par arrêté préfectoral, notifié au trésorier-payeur général.

Les sous-régisseurs ont une activité autonome. Ils effectuent le dégagement de leur encaisse entre les mains du régisseur chaque fois qu'est atteint le plafond fixé par le préfet en accord avec le trésorier-payeur général. Les recettes sont versées au régisseur au minimum à la fin de chaque mois. Un versement complémentaire est effectué le 31 décembre de chaque année. En tant que de besoin, les sous-régisseurs peuvent, après accord du trésorier-payeur général, effectuer le dégagement de leur encaisse auprès du poste comptable du Trésor le plus proche.

Les sous-régisseurs peuvent disposer d'un fonds de caisse dont le montant sera fixé dans l'acte constitutif de la régie.

La désignation de sous-régisseurs ne doit être envisagée que lorsque en raison de la situation géographique du siège de la régie et du lieu d'encaissement des recettes - il n'est pas possible d'intégrer les opérations effectuées dans la caisse et la comptabilité du régisseur, le jour même de leur exécution.

3. LES PRÉPOSÉS DES RÉGIES ET DES SOUS-RÉGIES

Les préposés sont des agents exerçant leur fonction dans une régie ou une sous-régie. Certains d'entre eux peuvent être amenés pour les besoins du service à les exercer ponctuellement en dehors du siège de la régie et de la sous-régie. Dans ce cas, sans formalité particulière, ils doivent remettre obligatoirement, à la fin de chaque journée, au régisseur ou au sous-régisseur, les fonds qu'ils ont encaissés, restituer le cas échéant les formules et timbres inemployés et présenter le registre où sont constatées les opérations.

4. LA SÉCURITÉ DES RÉGIES ET SOUS-RÉGIES

La sécurité des régies de recettes constitue un objectif prioritaire en raison de leur sensibilité. Elle doit être assurée par des installations matérielles appropriées et par l'organisation de la protection des fonds et valeurs ainsi que de leurs mouvements.

Il s'agit de protéger non seulement les fonds remis en paiement, mais également les titres vierges en cours d'établissement ou en instance d'être remis à leurs destinataires, les stocks et, bien entendu, les personnels du service.

A cet effet, il appartient, le cas échéant, au régisseur d'appeler l'attention de sa hiérarchie sur les difficultés rencontrées en se référant aux textes applicables en la matière, notamment les circulaires ci-après relatives à la sécurité des préfectures et sous-préfectures :

- n° 89/328 C du 3 novembre 1989 ;
- n° 93/123 C du 7 mai 1993 ;
- le vade-mecum sur la sécurité des préfectures et sous-préfectures diffusé sous le numéro NOR/INT/1/96000410 du 18 mars 1996.

TITRE 3

FONCTIONNEMENT DES RÉGIES

Les opérations de la régie de recettes s'exécutent dans les conditions définies au titre IV de l'instruction codificatrice du 29 juin 1993 sur les régies de recettes et les régies d'avances des organismes publics qui prévoit notamment que chaque régisseur de recettes est détenteur d'un compte de dépôts de fonds au Trésor sur lequel est versé l'ensemble des recettes de la régie. Les régies de recettes des préfectures et sous-préfectures sont par ailleurs soumises à des règles particulières décrites ci-dessous ainsi qu'au paragraphe 4 du titre V de la présente instruction.

Les régisseurs sont responsables de l'approvisionnement en formules vierges, de leur suivi en comptabilité matière et de leur protection. Les modalités d'application de ce principe peuvent être précisées dans l'arrêté constitutif de la régie.

1. APPROVISIONNEMENT DE LA RÉGIE EN FORMULES SANS VALEUR FACIALE, EN VIGNETTES ET EN TIMBRES FISCAUX

1.1. FORMULES SANS VALEUR FACIALE

Les régisseurs de préfecture et de sous-préfecture s'approvisionnent en formules sans valeur faciale (permis de conduire, permis de chasser, cartes grises notamment) directement auprès de l'imprimerie nationale S.A., à laquelle leur demande doit être adressée sur papier libre en triple exemplaire.

Les noms et qualités des fonctionnaires habilités à passer les commandes ainsi que leurs signatures seront communiqués à l'imprimerie nationale.

Un bon de livraison, établi en quadruple exemplaire par le service de l'approvisionnement, assure l'information des services intéressés de la manière suivante :

- un exemplaire est conservé dans les archives de l'imprimerie nationale S.A. ;
- un exemplaire est adressé directement à la trésorerie générale (service de la comptabilité)¹, afin de permettre tous rapprochements utiles entre la comptabilité « deniers » et la comptabilité « matière » et de faciliter ainsi le contrôle de la régie ;
- deux exemplaires sont transmis au régisseur, à charge pour ce dernier de renvoyer immédiatement un exemplaire à l'imprimerie nationale pour valoir accusé de réception.

Le bon de livraison indique, pour chacune des séries de formules sans valeur faciale délivrées, outre le nombre, le numéro de début et de fin de série.

Les fonctionnaires habilités à passer les commandes assurent également la réception des envois. Ils contrôlent sans délai le contenu de la livraison, vérifient les quantités et les numéros de série des formules. Le régisseur ou son préposé les enregistrent en comptabilité-matière. Les formules sont ensuite déposées en chambre forte ou dans le coffre-fort en tenant lieu.

En l'absence de chambre-forte, les stocks de formules ne devront pas excéder trois mois de consommation.

¹ Recette générale des finances de PARIS pour la préfecture de police de PARIS.

1.2. TIMBRES MOBILES FISCAUX

Les régisseurs de préfecture et de sous-préfecture s'approvisionnent en timbres mobiles fiscaux, directement et gratuitement, auprès des entrepôts régionaux du timbre et des imprimés de la direction générale des impôts dont la liste figure en annexe 5. Leur demande est souscrite en un exemplaire, au moyen d'un imprimé conforme au modèle figurant en annexe 6, dont le régisseur remplit les colonnes 1 à 4.

Sauf nécessité particulière, les demandes sont adressées à l'entrepôt régional de rattachement dans la première quinzaine des mois de janvier, avril, juillet et octobre de chaque année ; elles doivent correspondre à une débite approximative de trois mois.

Dès réception des commandes, l'entreposeur régional établit, par régie, un état en quadruple exemplaire en remplissant la colonne 5 de l'imprimé conforme au modèle susvisé figurant en annexe 6 ; il joint l'original et une copie de ce document à l'envoi des valeurs qui intervient dans les meilleurs délais possibles. Corrélativement, le troisième exemplaire est transmis à la trésorerie générale (service de la comptabilité)¹ dont dépend le régisseur. La copie du bon de livraison jointe aux valeurs est renvoyée par le régisseur à l'entreposeur à titre d'accusé de réception.


Dans le courant du mois de janvier de chaque année, le trésorier-payeur général adresse au directeur des services fiscaux dont dépend l'entreposeur régional du timbre (directeur des services fiscaux du département siège de l'entrepôt) un état récapitulatif des valeurs adressées dans l'année au régisseur.

1.3. VIGNETTES REPRÉSENTATIVES DE LA TAXE DIFFÉRENTIELLE SUR LES VÉHICULES A MOTEUR

L'article 155 D de l'annexe IV du code général des impôts habilite les services préfectoraux à délivrer les vignettes payantes pour tous véhicules faisant l'objet d'une première mise en circulation.

Par instruction interministérielle du 24 décembre 1992, les services préfectoraux sont désormais habilités à délivrer toutes les catégories de vignettes payantes pour tous véhicules (A1 à A10).

Par ailleurs, afin d'améliorer la gestion des vignettes, le rôle de responsable départemental pour l'ensemble des questions afférentes aux commandes et au suivi des stocks est désormais confié à la recette divisionnaire des impôts du département.

 *Demande annuelle d'approvisionnement en vignettes :*

La commande annuelle d'approvisionnement doit être égale à 110 % de la débite de l'année civile précédente².

Ce plafond s'apprécie globalement et non catégorie par catégorie.

¹ Recette générale des finances de PARIS pour la préfecture de police de PARIS.

² L'estimation de cette limite n'est pas définitive, elle peut être modifiée pour les commandes futures. Les services en seront, le cas échéant, informés par voie d'instruction.

Cette commande, établie sur l'état n° 2873 (composé de quatre feuillets, dont un est conservé à la régie de recettes), n'est plus adressée directement à l'entrepôt régional du timbre (ERTI). La recette des impôts de rattachement des régies de recettes de préfectures en est destinataire. La commande doit lui parvenir au cours de la première semaine de janvier au plus tard. Elle est accompagnée du nombre récapitulatif, par catégorie, des souches de vignettes remises mensuellement au cours de l'année précédente.

La recette des impôts de rattachement conserve un des feuillets de cet état et adresse deux autres feuillets à la recette divisionnaire, accompagnés de sa propre commande.

Le trésorier-payeur général, comptable assignataire, est expressément informé de l'approvisionnement en vignettes des régies de recettes.

Compte tenu de la nature des séries de vignettes identifiées délivrées par les régies de recettes de préfectures ou de sous-préfectures, l'état n° 2873 ne devra, bien entendu, être servi qu'en ce qui concerne les catégories A1 et A10.

Réapprovisionnement en cours d'année :

En cas de rupture de stock, les régies de recettes doivent se rapprocher de l'ERTI de rattachement.

L'approvisionnement des régies par les entreposeurs est effectué à partir du 1^{er} juin de chaque année, de telle manière que tous les envois parviennent à destination le 15 septembre au plus tard. Les envois donnent lieu à l'établissement d'un état, en quadruple exemplaire, du même modèle que la demande d'approvisionnement, dont seule la colonne « quantités expédiées ... » est servie. Les différents exemplaires de cet état suivent la même destination que l'état de livraison des timbres mobiles.

Un état récapitulatif des livraisons est également établi en début d'année par le trésorier-payeur général ¹.

Les souches des vignettes vendues sont transmises mensuellement au receveur des impôts de rattachement sous bordereau en triple exemplaire ; un exemplaire est renvoyé au régisseur à titre d'accusé de réception, le second est adressé à la trésorerie générale (service de la comptabilité).

Bien entendu, les régisseurs peuvent se réapprovisionner en cours de période d'imposition auprès de l'entrepôt régional de rattachement. Ces demandes doivent toutefois revêtir un caractère exceptionnel.

1.4. REMISE

Conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 26 décembre 1956 relatif aux remises allouées sur le prix de la débite des vignettes timbrées instituées par les décrets n° 56-875 et n° 56-876 du 3 septembre 1956, les agents des services des préfectures chargés de la débite des vignettes automobiles reçoivent une remise proportionnelle de 1 p. 1000.

Le paiement de cette remise est effectué, au début de chaque année, sur demande du préfet contresignée par le trésorier-payeur général, par les comptables des impôts de rattachement sur le chapitre 31-96, article 10, paragraphe 11 « taxations sur le prix de la débite des timbres mobiles et sur la vente des vignettes représentatives de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur » (services financiers).

N.B. : la protection des timbres fiscaux et des vignettes est assurée dans les mêmes conditions que les formules sans valeur faciale. S'agissant en particulier des vignettes, il conviendra de s'assurer que la valeur faciale du stock n'excède pas le montant autorisé par la classe du coffre-fort ou de la chambre forte.

¹ Recette générale des finances de PARIS pour la préfecture de police de PARIS.

2. ENCAISSEMENT DES RECETTES PAR LES COMPTABLES DU TRÉSOR

En principe, tous les régisseurs règlent directement leurs opérations avec les trésoriers-payeurs généraux. Toutefois, ces derniers pourront, en vue de faciliter l'exécution du service, désigner un comptable du Trésor de la résidence du régisseur (receveur des finances ou comptable non centralisateur du Trésor) pour servir d'intermédiaire entre les régisseurs et la trésorerie générale pour la réception du numéraire détenu par les régisseurs et la remise à ces derniers de registres à souches.

3. REMBOURSEMENT DES TROP-PERÇUS

Le remboursement des trop-perçus est de la compétence exclusive du trésorier-payeur général.

Toutefois, dans la pratique, le régisseur est presque toujours à l'origine des opérations. Il lui appartient en effet :

- de constater les excédents de versement éventuels, puis d'en dresser la liste à l'intention du trésorier-payeur général, afin que ce dernier puisse établir et signer une lettre-chèque ;
- de suivre l'apurement de sa comptabilité, en provoquant l'émission par le trésorier-payeur général, des lettres-chèques correspondant aux recettes n'ayant pu - dans le délai de deux mois à compter de leur constatation - recevoir une imputation définitive ;
- de recevoir les demandes de remboursement des redevables lorsqu'une erreur de liquidation a été décelée et de les transmettre à l'autorité compétente pour opérer la restitution.

Les opérations préalables au remboursement diffèrent selon l'origine du trop-perçu.

3.1. REMBOURSEMENT DES EXCÉDENTS DE VERSEMENT ET DES RECETTES N'AYANT PU ÊTRE IMPUTÉES FAUTE DE RENSEIGNEMENTS SUFFISANTS

En fin de mois et le 31 décembre, les régisseurs établissent un relevé détaillé des excédents de versement constatés dans leurs écritures et transférés au trésorier-payeur général.

Ce relevé comporte tous les renseignements permettant au trésorier-payeur général d'adresser aux redevables les lettres-chèques en remboursement des trop-perçus constatés. Les dispositions du paragraphe I du chapitre VI de l'instruction n° 74-77 A1-2-3 du 29 mai 1974 sont abrogées par l'instruction codificatrice n° 91-88-A-B2 du 17 juillet 1991.

Une procédure identique est suivie pour le remboursement des recettes non encore imputées dans le délai de deux mois à compter de leur constatation.

Bien entendu, dans le délai ainsi imparti, le régisseur doit faire toute diligence pour obtenir les renseignements qui lui permettent de procéder à l'imputation des recettes comptabilisées provisoirement à un compte d'attente dans ses écritures.

Dans ce but, le régisseur adresse immédiatement à la partie versante une demande de renseignements au retour de laquelle la recette en cause est imputée au compte intéressé.

3.2. RESTITUTION EXCEPTIONNELLE DE TROP-PERÇUS À LA SUITE D'ERREURS DE LIQUIDATION PAR L'ADMINISTRATION

La partie versante doit adresser une demande de remboursement au régisseur. Cette demande, accompagnée, le cas échéant, des formules, timbres ou vignettes, délivrés à tort, est transmise à l'autorité compétente habilitée à autoriser le remboursement (préfet ou directeur des services fiscaux).

Les restitutions de droits perçus à tort, en ce qui concerne les certificats d'immatriculation de véhicules (y compris les certificats d'immatriculation W et WW non employés en fin d'année par les professionnels de l'automobile) et les permis de conduire sont effectuées selon les prescriptions dérogatoires de l'instruction n° 85-62-A4-R6 du 24 mai 1985.

Le remboursement de trop-perçus sur les autres recettes donne lieu à une dépense sur le budget ayant bénéficié de la recette.

4. RÉGULARISATION DES RECETTES

En cas de rejet pour défaut de provision d'un chèque encaissé par le régisseur, la phase de recouvrement amiable est assurée par la trésorerie générale (service de la comptabilité).

Dès lors, le régisseur n'aura pas à intervenir à ce sujet.

5. UTILISATION DE CAISSES ENREGISTREUSES OU INFORMATISATION DE LA RÉGIE

En cas d'informatisation de la régie de recettes, il convient de se référer aux dispositions énoncées par le décret n° 81-371 du 15 avril 1981 relatif à la tenue automatisée des comptabilités de l'Etat (J.O. du 18 avril 1981) et par la circulaire du 15 avril 1981 relative à l'organisation comptable de l'Etat (J.O. du 18 avril 1981).

En conséquence, il est rappelé que les logiciels informatiques de tenue de la comptabilité doivent faire l'objet d'une validation préalable par la direction de la comptabilité publique.

Cette validation est requise pour chacune des versions d'un même logiciel. Le régisseur, lorsqu'il se connecte au logiciel, visionne son nom. Ce nom est composé de caractères alphabétiques suivis de deux ou trois chiffres. Le premier chiffre, qui est séparé par un point du (des) chiffre(s) restant, donne le numéro de version du logiciel. Le régisseur peut donc à tout moment vérifier qu'il exploite un logiciel validé.

Les contrats de maintenance des logiciels ont pour finalité de corriger des erreurs de programmation (évolution d'une version désignée par le(s) deuxième (et troisième) chiffre(s) ou d'installer une nouvelle version. Ils ne doivent jamais modifier ou supprimer des données enregistrées par le régisseur et, à plus forte raison, inscrire des données étrangères au régisseur.

Seul le régisseur est habilité à passer des écritures comptables de rectification, conformément à la réglementation en vigueur.

Il doit être gardé trace de toute intervention de maintenance.

6. ENCAISSEMENT PAR CARTE BANCAIRE

Les principes généraux et les modalités techniques d'encaissement par carte bancaire sont respectivement présentés dans les instructions comptables n° 89 113 du 11 décembre 1989, n° 89 128 du 27 décembre 1989, n° 92 95 A8-K1-PR du 5 août 1992 et par note de service n° 94 063 A8 K1 du 26 avril 1994.

6.1. GÉNÉRALITÉS

Adhésion des préfectures et sous-préfectures

Les préfectures et sous-préfectures concernées par l'expérimentation de l'encaissement des recettes par carte bancaire doivent adresser aux trésoreries générales (service comptabilité), comptables assignataires compétents, un formulaire dûment rempli par point d'encaissement. Un modèle de ce document est joint à l'annexe n° 11 de l'instruction.

Les formalités d'adhésion et les démarches auprès du GIE carte bancaire sont effectuées au niveau central par la direction de la comptabilité publique (bureau E3).

Démarrage du dispositif

Après les avoir effectuées, la direction de la comptabilité publique (bureau E3) adressera au régisseur, par l'intermédiaire de la trésorerie générale de rattachement, différents documents carte bancaire dont une carte de domiciliation qui permettra d'initialiser le matériel.

Nature des recettes perçues par carte bancaire

Les recettes pouvant être concernées sont celles définies à l'article 11 de l'arrêté interministériel du 29 juillet 1993 annexé à l'instruction codificatrice du 4 novembre 1996, à l'exception de celles mentionnées aux alinéas 9, 10 et 11 dudit texte.

Cartes bancaires acceptées

Seules les cartes bancaires nationales au logo CB et internationales appartenant aux réseaux VISA, EUROCARD ou MASTERCARD doivent être acceptées.

Les cartes bancaires de retrait et les cartes accréditives (AMERICAN EXPRESS et DINERS CLUB) ou privatives (cartes émises par des organismes non bancaires) sont donc exclues du système.

Le seuil minimum d'acceptation du paiement par carte bancaire est fixé à cent francs.

Matériel utilisé

Les préfectures ou sous-préfectures concernées par l'expérimentation seront dotées de terminaux de paiement électronique (TPE), conformément au marché passé par l'administration centrale.

Ce matériel de type INGENICO Elite M2 est agréé par le GIE cartes bancaires et conforme aux dernières spécifications cartes bancaires. La direction de l'administration territoriale et des affaires politiques (DATAP) du ministère de l'intérieur fournit une liste de ces équipements ainsi que les coordonnées du fournisseur retenu au titre du marché cadre.

Les coûts d'investissement ainsi que les consommables sont mis à la charge des préfectures concernées. Il en va de même pour la maintenance du matériel en question et le coût des communications téléphoniques.

Une commission carte bancaire est prélevée sur chaque transaction encaissée par le régisseur. Cette commission, supportée par le budget du service de l'Etat qui met en œuvre ce mode d'encaissement, est de 0,50 % du montant de la transaction pour les cartes françaises (ou 1 % pour les cartes étrangères) avec un minimum de 0,0762 euro, auquel s'ajoute un montant fixe de 0,1524 euro par transaction.

6.2. RÔLE DU RÉGISSEUR

Lorsqu'un usager désire régler par carte bancaire le montant dont il est redevable à la caisse du régisseur/sous-régisseur/préposé, ce dernier détermine le montant de la recette à encaisser à partir des prestations délivrées.

Le paiement, après les contrôles de la carte bancaire qui incombent au « commerçant », autrement dit au régisseur (contrôle visuel de la carte effectué par le régisseur/sous-régisseur/préposé et tous les autres contrôles concernant la vérification du code secret, les demandes d'autorisation et la consultation des listes d'opposition, réalisés par le TPE), est validé ou refusé par le TPE.

Le régisseur remet un double de la facturette émise par le TPE à l'usager.

Validation du code

Depuis le 1er novembre 1992, toutes les cartes bancaires françaises étant dotées d'une puce, les transactions doivent obligatoirement être validées par code.

Pour les transactions supérieures à 800 euros, le ticket édité doit obligatoirement être signé par le client (art. 1341 c civil).

Le régisseur s'assure alors de la conformité de la signature apposée sur le ticket avec celle figurant au verso de la carte, l'absence de cette vérification, qui se traduirait par l'acceptation d'un ticket comportant une signature non conforme, pouvant donner lieu à un impayé et donc mettre en jeu sa responsabilité.

S'agissant des cartes étrangères ne comportant pas de puce, les transactions réalisées avec ce type de cartes doivent impérativement être signées.

Demande d'autorisation

Une autorisation déclenchée automatiquement par le TPE doit être obtenue dans les cas suivants :

- dépassement de la garantie de paiement (montant standard 100 euros) ;
- lorsque le montant cumulé des opérations effectuées avec la même carte dans la même journée et auprès du même point de vente dépasse le seuil d'autorisation usuel de 100 euros.

Par ailleurs, indépendamment de ce seuil de 100 euros, une demande d'autorisation doit être obtenue lorsque le terminal affiche le message « appel phonie » ou « appel centre ». Le numéro est le 01 44 61 67 42.

Transmission de l'opération

Les opérations sont acheminées quotidiennement par le TPE au centre de traitement auquel la préfecture ou la sous-préfecture est rattachée (SLIGOS). C'est l'opération dite de télécollecte. Elle s'effectue de manière automatique à heure fixe par ligne téléphonique.

A cet égard, il est précisé que pour le maintien de la garantie de paiement, elles doivent être transmises dans un délai de sept jours à compter de la date de vente.

La télécollecte étant réalisée en fin de journée (généralement la nuit), le régisseur trouve le lendemain un ticket "message" édité par le TPE lui indiquant que celle-ci a bien été effectuée. Ce ticket retrace le montant total brut encaissé, le nombre de transactions ainsi que la date et le numéro de remise.

Un rapprochement entre les recettes encaissées par carte bancaire et le montant télécollecté doit être réalisé par le régisseur.

Dans l'hypothèse où le montant porté sur le ticket "message" est inférieur au montant des encaissements, le régisseur passe aussitôt l'écriture rectificative, accompagnée des mentions explicatives utiles :

- Débit négatif au compte carte de paiement ;
- Crédit négatif au compte de recettes concerné.

Si nécessaire, un titre de recettes est émis à l'encontre du débiteur défaillant.

L'attention du régisseur est appelée sur les télécollectes portant sur des volumes d'opérations importants. En ce cas, la télécollecte peut être réalisée en plusieurs lots. Le montant figurant sur le ticket "message" se rapportant au premier lot traité sera alors inférieur au montant des recettes encaissées. Ce n'est qu'à l'issue du traitement du dernier lot que le régisseur pourra procéder au rapprochement définitif avec le total des recettes encaissées et, le cas échéant, passer les écritures rectificatives nécessaires rappelées supra.

Chaque fin de remise, le centre de traitement enverra directement à la trésorerie générale le relevé détaillé des transactions réalisées, leur montant brut, leur montant net et celui de la commission afférente à la recette collectée.

Fonctions prohibées

- Fonction "crédit" : la fonction crédit qui consiste à rembourser le client est interdite.
- Fonction "de forçage" : cette fonction qui permet à l'utilisateur du TPE d'effectuer une transaction en se dispensant d'une autorisation est bien évidemment interdite.

Si tel était le cas, le forçage étant un motif de rejet, la responsabilité du régisseur pourrait être engagée.

🔗 Suivi de l'opération

Pour permettre le suivi des opérations carte bancaire, les divers documents prévus par le système comportent des identifications communes.

Tous les documents relatifs à un point d'encaissement précis disposent d'un numéro commerçant. Ce numéro attribué dès le démarrage de l'opération est la référence "commerçant carte bancaire" de la régie concernée dans l'application.

Ce numéro doit être rappelé à chaque réclamation.

Tous les documents se rapportant à une journée donnée sont individualisés sous un même numéro de remise facilitant ainsi le suivi de la transaction carte jusqu'à réception du relevé de son compte de dépôts de fonds au Trésor.

🔗 Contrôle du code confidentiel

Le régisseur/sous-régisseur/préposé doit impérativement rejeter toute transaction pour laquelle la validation du code confidentiel s'avère impossible.

Dans ce cas, un message d'anomalie s'affiche sur l'écran de visualisation du TPE.

Dans quelque circonstance que ce soit (démagnétisation, invalidation d'une puce ...), le régisseur ne peut forcer le paiement. Le logiciel ne le permettra pas.

🔗 Enregistrement de l'opération en comptabilité

Le régisseur ne peut saisir l'opération dans le logiciel de comptabilité qu'après validation du code confidentiel et l'édition du ticket par le TPE.

Conservation des pièces justificatives

La facturette conservée par le régisseur constitue une pièce justificative de la recette, et en cas de litige avec les usagers, la preuve du paiement du client.

La non fourniture de ce document constitue un motif d'impayé qui aurait pour conséquence d'engager la responsabilité du régisseur.

A la demande du centre de traitement ou du comptable assignataire, le régisseur doit pouvoir fournir une copie de la facturette sans délai.

A cette fin, le régisseur doit conserver pendant un an les facturettes, conformément à la réglementation carte bancaire : ce type de document portant des informations confidentielles (numéro de carte, signature éventuelle de l'émetteur), il convient que le régisseur l'archive en lieu sûr afin d'éviter toute utilisation malveillante de ces informations.

Il doit également conserver le ticket de caisse qui retrace l'écriture dans sa comptabilité.

Enfin, il gardera dans les mêmes conditions le ticket message édité après chaque télécollecte.

Dispositif comptable

Organisation : Les journaux comptables ouverts dans la comptabilité du régisseur ou du sous-régisseur comportent une colonne supplémentaire destinée à l'imputation des encaissements par carte bancaire. Cette colonne s'appelle "compte carte de paiement".

Schéma des écritures :

Encaissement des recettes à la régie

- Débit "carte de paiement - recettes" (153 €)
- Crédit "recettes à transférer" (153 €)

Réception de l'avis de crédit de la trésorerie générale

- Débit "compte de dépôt de fonds au Trésor" (153 €)
- Crédit "carte de paiement-recettes" (153 €)

Versement mensuel des recettes à la trésorerie générale

- Débit "recettes à transférer" (153 €)
- Crédit "compte de dépôt de fonds au Trésor" (153 €)

Le régisseur passe ses écritures pour le montant brut de la recette.

La commission est comptabilisée en trésorerie générale ou recette des finances dans les conditions de la lettre DGCP/5A/5C/7C n° 75921 du 25/11/1998, c'est-à-dire selon le principe d'une provision versée par le service de l'Etat en début d'année.

7. OPÉRATIONS DE FIN DE MOIS

Outre le relevé détaillé des excédents de versement et des recettes non imputées dans le délai de deux mois à compter de leur constatation, prévu au paragraphe 3.1. de la présente instruction, le régisseur établit à l'intention du trésorier-payeur général :

☞ *le relevé mensuel des recettes*

A partir duquel le comptable assignataire pourra effectuer l'imputation définitive des opérations.

☞ *un état de solde nominatif*

Pour tous les sous-comptes du compte « opérations diverses », afin de permettre au comptable assignataire de suivre l'apurement de certaines opérations relatives notamment aux restes à délivrer et aux recettes à imputer après vérification.

☞ *la balance des comptes en deniers*

☞ *le compte d'emploi détaillé :*

- des formules sans valeur faciale dont la délivrance est subordonnée à la perception, sur état, d'un droit de timbre : permis de conduire, permis de chasser, cartes grises ... ;
- des vignettes et timbres fiscaux.

TITRE 4

RESPONSABILITÉ DES RÉGISSEURS

Les dispositions du titre VI de l'instruction codificatrice du 29 juin 1993 sur les régies de recettes et les régies d'avances des organismes publics sont applicables aux régies de recettes des préfectures et des sous-préfectures.

Il convient de souligner toutefois que les régisseurs de préfectures et de sous-préfectures sont amenés à recouvrer des droits de timbre, soit par apposition de timbres soit sans apposition de timbres, en délivrant un document sans valeur faciale (cas des permis de conduire, des permis de chasser et des cartes grises dont les droits sont perçus sur états).

En outre, ils encaissent des droits, non seulement pour le compte de l'Etat, mais également pour le compte d'autres organismes (collectivités territoriales, association pour le développement de la formation professionnelle dans les transports, office national de la chasse).

Dès lors, lorsqu'un déficit est constaté dans les écritures du régisseur, se posent deux problèmes :

- le premier concerne l'évaluation de ce déficit si celui-ci a pour origine la perte : soit de timbres ou de vignettes ayant une valeur faciale, soit de formules sans valeur faciale (permis de conduire, permis de chasser ou cartes grises) ;
- le second consiste à déterminer l'organisme appelé à supporter les conséquences financières d'une éventuelle décision de décharge de responsabilité ou de remise gracieuse, prise en faveur d'un régisseur.

1. EVALUATION DU DÉFICIT EN CAS DE PERTE DE DOCUMENTS

Les timbres et les vignettes ayant une valeur faciale, le montant du déficit doit être fixé à la valeur faciale du document manquant.

S'agissant, en revanche, de documents sans valeur faciale, ils sont suivis en comptabilité de stock à l'unité.

2. ORGANISME APPELÉ À SUPPORTER LES CONSÉQUENCES FINANCIÈRES D'UNE ÉVENTUELLE DÉCISION DE DÉCHARGE DE RESPONSABILITÉ OU DE REMISE GRACIEUSE, PRISE EN FAVEUR D'UN RÉGISSEUR

Aux termes de l'alinéa 1^{er} de l'article 13 du décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 : « les sommes allouées en décharge ou en remise gracieuse sont supportées par le budget de l'organisme public intéressé. Toutefois, lorsqu'un régisseur de l'Etat exécute des opérations pour le compte d'autres organismes publics, les sommes allouées en décharge ou en remise gracieuse sont supportées par le budget de l'Etat si le débet ne provient pas de pièces irrégulières établies ou visées par l'ordonnateur, le ministre de l'économie et des finances décide, pour chaque cas, la fraction de la décharge ou de la remise gracieuse prise en charge par l'Etat ».

Les régisseurs des préfectures et des sous-préfectures étant des régisseurs de l'Etat intervenant accessoirement pour le compte d'autres organismes publics (collectivités territoriales, association professionnelle pour le développement de la formation professionnelle dans les transports, office national de la chasse), les sommes allouées en décharge ou en remise gracieuse sont normalement supportées en totalité par le budget de l'Etat.

TITRE 5

COMPTABILITÉ DES RÉGIES

Le régisseur tient une comptabilité deniers, une comptabilité valeurs et une comptabilité de stock des documents sans valeur faciale.

La comptabilité deniers, tenue en partie double, est organisée selon le système centralisateur. Elle doit faire ressortir, à tout moment, la situation de l'encaisse.

La comptabilité de stock et la comptabilité valeurs doivent, en corrélation étroite avec la comptabilité deniers, permettre :

- au trésorier-payeur général de suivre les commandes et l'emploi des timbres, vignettes et formules sans valeur faciale, ainsi que la destruction des timbres, vignettes ou formules sans valeur faciale hors d'usage, fautés ou supprimés ;
- au régisseur, de suivre les entrées et les sorties de timbres, vignettes et formules sans valeur faciale.

1. ORGANISATION DE LA COMPTABILITÉ DENIERS

La comptabilité deniers est tenue dans les conditions suivantes :

1.1. NOMENCLATURE ET FONCTIONNEMENT DES COMPTES

Les comptes à ouvrir dans la comptabilité de la régie ainsi que leurs modalités de fonctionnement sont indiqués à l'annexe 7 de la présente instruction.

1.2. REGISTRES ET DOCUMENTS COMPTABLES, MODE D'UTILISATION, ARRÊTÉS ET RECTIFICATIONS D'ÉCRITURE

L'adoption du système centralisateur implique la tenue de trois catégories principales de registres :

- des livres de premières écritures ou journaux divisionnaires sur lesquels les opérations sont retracées dès qu'elles sont effectuées ;
- un livre centralisateur ou livre-journal sur lequel sont reportés, en fin de journée, les résultats globaux des livres de premières écritures et enregistrées directement les opérations non inscrites sur les livres de premières écritures ; le livre centralisateur fait apparaître la situation générale du régisseur ;
- des carnets de développement sur lesquels certaines catégories d'opérations sont détaillées.

Des modèles des principaux registres et documents comptables sont proposés, à titre indicatif, en annexe 8 à la présente instruction.

En cas d'informatisation, il convient d'adapter la présentation des différents documents et registres comptables.

1.2.1. Nomenclature et contexture des registres

Les registres suivants sont utilisés :

1.2.1.1. Des journaux divisionnaires :

- registres à souches numérotées ;
- journal divisionnaire de caisse ;
- journal divisionnaire de compte courant postal ;

- journal divisionnaire du compte de dépôts de fonds au Trésor ;
- éventuellement, journal divisionnaire des recettes par chèque bancaire et main courante de caisse.

Ces registres peuvent être démultipliés en fonction de l'organisation interne du service.

1.2.1.2. Un livre centralisateur :

- le livre journal.

1.2.1.3. Des journaux de développement :

- carnet de situation des disponibilités ;
- carnet de développement des opérations du compte « recettes » ;
- carnet de développement des opérations du compte « opérations diverses ».

Dans ce dernier cas, les fiches émises doivent être considérées comme une annexe aux carnets de développement.

La contexture des registres doit s'inspirer des modèles proposés par l'instruction codificatrice du 29 juin 1993 sur les régies de recettes et des régies d'avances des organismes publics, tout en tenant compte des particularités du service. A cet égard, pour permettre tous rapprochements utiles entre la comptabilité deniers, la comptabilité de stock et la comptabilité valeurs, le journal divisionnaire - lorsque sa contexture permet de suivre le détail des encaissements par nature de produits - les carnets de développement des opérations du compte « recettes à transférer » et du compte « opérations diverses » et, éventuellement, les fiches émises par les services liquidateurs doivent comporter :

- la date de délivrance des formules sans valeur faciale, vignettes et timbres ;
- la référence au numéro d'ordre du registre des entrées et des sorties.

1.2.2. Mode d'utilisation des registres, arrêtés et rectifications d'écritures

Le mode d'utilisation des registres, les arrêtés et rectifications d'écritures obéissent aux règles définies par l'instruction codificatrice du 29 juin 1993 sur les régies de recettes et les régies d'avances de l'Etat.

Pour faciliter sa tâche de teneur de livres, le régisseur pourra se reporter utilement aux annexes 7 et 8 de la présente instruction.

1.2.3. Comptabilisation des chèques impayés

Dans le cas d'un chèque remis à la régie, qui s'avère impayé, la procédure de droit commun est partiellement écartée. Le régisseur de préfecture constatera les écritures comptables selon le schéma décrit à l'annexe n° 9 de la présente instruction.

Un dispositif adapté est mis en place pour que les impayés ne figurent pas sur le relevé de compte du régisseur.

En cas de rejet, le chèque impayé est remis au service comptabilité (inscription au compte 461-4).

Le régisseur ne comptabilise pas le rejet de chèque. Toutefois, le régisseur devra apposer la mention « régie de préfecture », cela afin de faciliter le tri des chèques rejetés par le service de la comptabilité.

2. ORGANISATION DE LA COMPTABILITÉ DES DOCUMENTS SANS VALEUR FACIALE

Le régisseur retrace, sur des registres d'entrées et de sorties, les mouvements de formules sans valeur faciale.

2.1. TENUE DE LA COMPTABILITÉ DE STOCK

Sur chaque registre afférent à une catégorie déterminée de formules sans valeur faciale, le régisseur constate :

- en entrée : le nombre des formules sans valeur faciale reçues ;
- en sortie provisoire : le nombre des formules sans valeur faciale remises aux sous-régisseurs ;
- en sortie définitive : le nombre des formules sans valeur faciale délivrées soit par le régisseur lui-même, soit par les sous-régisseurs ou préposés, ainsi que le nombre des formules sans valeur faciale détruites comme hors d'usage. La partie des registres afférente aux sorties définitives comporte une colonne où est indiqué, pour les formules sans valeur faciale délivrées, le numéro d'ordre de l'opération correspondante, inscrit au carnet de développement du compte « recettes à transférer ». Cette colonne est servie chaque jour, soit globalement, lorsque l'encaissement de la recette et la délivrance du document sont concomitants, soit en détail, dans le cas contraire.

A la fin de chaque mois, le 31 décembre et en fin de gestion personnelle, le régisseur arrête les registres d'entrées et de sorties. Il établit le compte d'emploi détaillé des formules sans valeur faciale dont la délivrance est subordonnée à la perception sur état d'un droit de timbre : permis de conduire, permis de chasser, cartes grises ..., qu'il adresse au trésorier-payeur général.

2.2. CAS PARTICULIER DES FORMULES SANS VALEUR FACIALE HORS D'USAGE, FAUTÉES OU SUPPRIMÉES

Les formules sans valeur faciale annulées par arrêtés préfectoraux comme hors d'usage par suite de déchirures, tâches, mentions erronées ou autres accidents sont détruites. Un procès-verbal de destruction, établi conjointement par le préfet et le trésorier-payeur général (ou leur représentant) en présence du régisseur, justifie la sortie définitive des documents en comptabilité de stock.

En attendant leur destruction, les formules fautées sont annulées au moyen d'un tampon de grande dimension avec une encre indélébile ; elles sont conservées dans les mêmes conditions que les formules vierges.

Un double du procès-verbal est adressé, pour information, par les soins du régisseur, au service de l'approvisionnement.

La même procédure est suivie en ce qui concerne les formules sans valeur faciale devenues sans emploi par suite de suppression.

3. ORGANISATION DE LA COMPTABILITÉ VALEUR

Le régisseur retrace sur des registres d'entrées et de sorties, les mouvements de vignettes et de timbres fiscaux.

3.1. TENUE DE LA COMPTABILITÉ

Sur chaque registre afférent à une catégorie déterminée de timbres et vignettes reçus des entrepôts régionaux du timbre et des imprimés de la direction générale des impôts, le régisseur constate :

- en entrée : le montant des timbres et vignettes reçus ;
- en sortie provisoire : le montant des timbres et vignettes aux sous-régisseurs ;
- en sortie définitive : le montant des timbres et vignettes délivrés, soit par le régisseur lui-même, soit par les sous-régisseurs ou préposés, ainsi que le montant des vignettes ou timbres détruits comme hors d'usage.

La partie des registres afférente aux sorties définitives comporte une colonne où est indiqué, pour les vignettes ou timbres délivrés, le numéro d'ordre de l'opération correspondante inscrit au carnet de développement du compte « recettes à transférer ». Cette colonne est servie chaque jour, soit globalement lorsque l'encaissement de la recette et la délivrance du document sont concomitants, soit en détail, dans le cas contraire.

A la fin de chaque mois, le 31 décembre et en fin de gestion personnelle, le régisseur arrête les registres d'entrées et des sorties. Il établit le compte d'emploi détaillé des vignettes et des timbres qu'il adresse au trésorier-payeur général.

3.2. CAS PARTICULIER DES TIMBRES ET VIGNETTES ACCIDENTÉS OU SUPPRIMÉS

Ces timbres et vignettes accidentés ou supprimés sont détruits dans les mêmes formes que les formules sans valeur faciale.

4. REGISTRES EXTRA-COMPTABLES

Trois registres, de caractère extra-comptable, doivent être ouverts. Il s'agit :

- du carnet de déclarations de recettes ;
- du carnet de maintenance, en cas d'utilisation d'une caisse enregistreuse ;
- du registre de comptabilité de stock.

4.1. CARNET DE DÉCLARATIONS DE RECETTES

Les recettes par chèques postaux ou bancaires pour lesquelles il est délivré une quittance lorsque la partie versante le demande expressément, ne sont plus inscrites au registre à souches numérotées, mais portées :

- d'une part, sur le journal divisionnaire concerné ;
- d'autre part, sur le carnet de déclarations de recettes.

Lorsqu'une déclaration de recettes est délivrée contre versement effectué par chèque bancaire ou postal, elle doit être complétée de la mention « sous réserve d'encaissement ».

Lorsqu'elles sont délivrées postérieurement à l'encaissement des produits, les déclarations de recettes établies par le régisseur doivent mentionner obligatoirement :

- le mode de libération utilisé par la partie versante ;
- la nature et les références du produit encaissé ;
- les indications relatives à la constatation de l'écriture sur le journal divisionnaire : désignation du registre et date de l'inscription.

Les régisseurs sont approvisionnés par les comptables du Trésor, dans les conditions prévues pour les registres à souches numérotées.

4.2. REGISTRE DE LA COMPTABILITÉ DE STOCK

Le régisseur, conformément à ce qui a été énoncé supra, tient la comptabilité de certains documents sans valeur faciale : cartes nationales d'identité, passeports, cartes grises, permis de conduire, permis de chasser.

Cette procédure doit être étendue à toutes les formules : modèle H, carnet W, WW, cartes de séjour temporaire, récépissés de demandes de titres de séjour, autorisation provisoire de séjour, cartes professionnelles ainsi qu'aux timbres fiscaux et aux vignettes.

A cet effet, un registre de comptabilité de stock devra être tenu par le régisseur, ou le service concerné, pour chaque catégorie de formules, indépendamment des documents comptables prévus par ailleurs.

Dans le cas où il existe une chambre forte, ce registre de comptabilité de stock sera tenu exclusivement par les régisseurs.

4.3. CARNET DE MAINTENANCE

Ce registre, ouvert en cas d'utilisation d'une caisse enregistreuse, retrace notamment :

- le nom des opérateurs ;
- le résultat des arrêts ;
- les rectifications intervenues lorsque, par suite de fausse manoeuvre de l'opérateur, les résultats obtenus en fin de journée au niveau des journaux de premières écritures et de la totalisation des fiches diffèrent de ceux figurant sur la bande de contrôle ;
- les incidents de fonctionnement ;
- les interventions du constructeur.

TITRE 6

CONTRÔLE DES RÉGIES

Les régisseurs des préfectures et des sous-préfectures sont soumis aux contrôles administratifs et comptables indiqués au titre VIII de l'instruction codificatrice du 29 juin 1993 sur les régies, ainsi qu'au contrôle de la direction générale des impôts.

1. CONTRÔLES ADMINISTRATIFS ET COMPTABLES

Les préfets et sous-préfets assurent les contrôles normalement dévolus à l'ordonnateur. Les trésoriers-payeurs généraux ou leurs représentants ont accès aux fichiers et aux dossiers relatifs aux opérations de recettes, afin de permettre tous rapprochements utiles avec la comptabilité deniers, la comptabilité de stock et la comptabilité valeurs de la régie.

Indépendamment des contrôles inopinés effectués par l'inspection générale de l'administration, un contrôle administratif est également exercé à l'échelon central par le ministre de l'intérieur (direction de la programmation, des affaires financières et immobilières, sous-direction des affaires financières, bureau de la comptabilité centrale et de l'organisation financière) qui doit être destinataire :

- de tous les arrêtés relatifs à la création et à l'organisation des régies ainsi qu'à la nomination des régisseurs ;
- du tableau annuel dit « tableau de situation » établi conformément au modèle figurant en annexe n° 10.

2. CONTRÔLE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

Les agents de la direction générale des impôts exercent la surveillance des régisseurs, en vue d'assurer la perception régulière du droit de timbre et des autres taxes fiscales ou parafiscales perçues pour le compte de la direction générale des impôts. Le recouvrement des suppléments de droits dont l'exigibilité est révélée par ces vérifications est poursuivi par les comptables des impôts.

TITRE 7

LE PASSAGE A L'EURO

La circulaire du 22 mars 1996 relative à la préparation des administrations publiques et des organismes qui en dépendent à l'introduction de l'Euro énonce, dans son annexe 1, le calendrier de passage à la monnaie unique et fixe au 1^{er} janvier 2002 le basculement généralisé du franc à l'Euro.

Ces dispositions ne sont pas sans incidence sur la comptabilité des régies de recettes ainsi que, pour celles qui disposent d'une tenue informatisée, sur les logiciels qui assurent ce suivi.

Les conditions du passage de notre monnaie nationale à l'Euro restent à préciser. Des instructions seront adressées aux régisseurs en temps et heure voulus.

Les régisseurs peuvent d'ores et déjà faire part de leurs observations sur les conséquences de cette nouvelle mesure auprès du bureau de la comptabilité centrale et de l'organisation financière de la direction de la programmation, des affaires financières et immobilières, qui ne manquera pas de les tenir informés et de les consulter au fur et à mesure de l'état d'avancement de la procédure.

ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur.

Arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

NOR : INTF9300473A

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, et le ministre du budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1981 fixant le montant maximum de l'encaisse et de l'avoir en compte de disponibilité, modifié par l'arrêté du 19 juillet 1990 ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - Le présent arrêté fixe les conditions dans lesquelles peuvent être créées des régies auprès des services régionaux et départementaux relevant du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, ainsi que les conditions dans lesquelles peuvent être modifiées les régies existantes.

Le titre I^{er} traite des dispositions communes à l'ensemble de ces régies. Les titres II à IV traitent des dispositions spécifiques à chaque catégorie de régie.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS COMMUNES

Art. 2. - Le préfet de police, les préfets de région, les préfets de département, les préfets sous l'autorité desquels sont placés les secrétariats généraux pour l'administration de la police peuvent, après avis du trésorier payeur général, créer par arrêté des régies d'avances et de recettes auprès des services régionaux et départementaux relevant du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

Art. 3. - Le préfet de police, les préfets de région, les préfets de département, les préfets sous l'autorité desquels sont placés les secrétariats généraux pour l'administration de la police sont également habilités à modifier par arrêté les régies d'avances et de recettes, instituées auprès des services régionaux et départementaux du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire dont la création est antérieure à la parution du présent texte.

Art. 4. - Copie des arrêtés pris en application des dispositions des articles 2 et 3 précités est adressée au ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire (direction de la programmation, des affaires financières et immobilières) ainsi qu'au ministère du budget (direction de la comptabilité publique).

Art. 5. - Le régisseur, choisi de préférence parmi les fonctionnaires titulaires de l'Etat, est nommé par arrêté du préfet après agrément du trésorier payeur général. Copie de l'arrêté de nomination est adressée au ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire (direction de la programmation, des affaires financières et immobilières). Un ou plusieurs mandataires peuvent être désignés par le régisseur après avis de l'autorité auprès de laquelle la régie a été créée.

A titre exceptionnel, des sous-régies peuvent être instituées par arrêté pris dans les mêmes formes que le texte ayant institué la régie. Les sous-régisseurs et mandataires ne sont pas tenus de souscrire un cautionnement et ne bénéficient pas de l'indemnité de responsabilité.

Les sous-régisseurs sont astreints à la tenue d'une comptabilité distincte qui sera intégrée à la comptabilité du régisseur au moins une fois par mois.

Art. 6. - Avant d'entrer en fonctions, le régisseur est tenu de constituer un cautionnement et perçoit une indemnité de responsabilité dans les conditions fixées par arrêté du ministre du budget.

Art. 7. - Les montants maxima autorisés de l'encaisse en numéraire et de l'avoir en compte courant postal des régisseurs de recettes des préfectures et sous-préfectures sont fixés conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 1990 susvisé.

Art. 8. - Les recettes sont encaissées par le régisseur et versées au comptable assignataire dans les conditions fixées aux articles 7, 8 et 9 du décret du 20 juillet 1992 susvisé.

Art. 9. - Le montant de l'avance est fixé dans l'arrêté institutif, conformément aux dispositions de l'article 11 du décret du 20 juillet 1992 susvisé.

TITRE II

RÉGIES D'AVANCES ET DE RECETTES DES PRÉFECTURES ET SOUS-PRÉFECTURES

A. - Régies d'avances

Art. 10. - Les régies d'avances créées ou modifiées en application des articles 2 et 3 du présent arrêté peuvent être habilitées à effectuer le paiement des dépenses énumérées à l'article 10 du décret du 20 juillet 1992 susvisé. Le montant maximum des secours urgents et exceptionnels susceptibles d'être payés par le régisseur d'avances est fixé à 5 000 F par opération.

Peuvent en outre être réglés par l'intermédiaire des régies d'avances prévues ci-dessus :

1. Les récompenses octroyées par décision nominative spéciale, dans la limite de 1 000 F par bénéficiaire ;

2. Les salaires et indemnités du personnel non fonctionnaire engagé pour les opérations électorales, présidentielles, législatives, sénatoriales, européennes, cantonales, municipales tant générales que partielles, ainsi que les consultations par voie de référendum, et les indemnités pour travaux supplémentaires attribuées sur le budget de l'Etat au personnel de la préfecture de Paris appelé à participer à ces mêmes opérations.

3. Le paiement sur le budget Etat des salaires et indemnités des personnels recrutés pour les opérations consécutives au recensement de la population ainsi que des sommes dues pour ces mêmes opérations au personnel d'encadrement ;

4. Par ailleurs, peuvent être réglés par les régies d'avances créées auprès des préfets les frais d'enquête et de surveillance, les remboursements forfaitaires des frais de police et les indemnités se rattachant aux frais de déplacement.

B. - Régies de recettes

Art. 11. - Les régies de recettes créées ou modifiées en application des articles 2 et 3 du présent arrêté ont pour objet d'encaisser au profit soit de l'Etat, soit des collectivités territoriales concernées, soit de l'association pour le développement de la formation professionnelle dans les transports, soit de l'office national de chasse, soit de l'office des migrations internationales, le montant :

1. Des droits et taxes exigibles à l'occasion de la délivrance des cartes nationales d'identité, des cartes professionnelles des Français, des titres de séjours des étrangers, des cartes professionnelles des étrangers et des passeports ;

2. Des droits et taxes relatifs à la conduite et à la mise en circulation des véhicules automobiles ;

3. Des autres droits de toute nature perçus ou à percevoir pour le compte de la direction générale des impôts ;

4. Des droits de chancellerie ;

5. Des droits de constitution et tenue des dossiers en vue de l'obtention et du renouvellement des cartes professionnelles prévus à l'article 1^{er} du décret n° 72-678 du 20 juillet 1972 ;

6. Du produit de la vente des timbres de l'office des migrations internationales représentant la taxe perçue sur le renouvellement des autorisations de travail aux travailleurs étrangers ;

7. Du produit de la vente d'œufs de poissons, d'alevins et de poissons par les établissements domaniaux de pisciculture ;

8. Des droits perçus lors de la délivrance des permis de chasser et des licences de chasse prévus par la loi n° 75-347 du 14 mai 1975 ;

9. Des frais de copie mis à la charge de la personne qui sollicite la reproduction d'un document administratif ;

10. Du produit de la cession de documents et publications réalisés par les préfets ;

11. Des communications téléphoniques privées, des cessions d'effets ou d'objets ainsi que des prestations de services pouvant être consenties à titre remboursable soit aux personnels des préfectures et sous-préfectures, soit à des collectivités privées ;

ANNEXE N° 1 (suite)

12. Des remboursements de frais supplémentaires entraînés par l'emploi des services et forces de police et, plus généralement, de tous les remboursements de frais dont le montant est ou sera éventuellement mis à la charge de personnes et de collectivités privées.

TITRE III

RÉGIES D'AVANCES ET DE RECETTES DES SECRÉTARIATS GÉNÉRAUX POUR L'ADMINISTRATION DE LA POLICE, DE LA PRÉFECTURE DE POLICE DE PARIS ET DES SERVICES ACTIFS TERRITORIAUX DE POLICE

Art. 12. - Par dérogation aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté les régisseurs de la préfecture de police peuvent être choisis parmi les agents titulaires de statut municipal affectés à la préfecture de police après agrément du comptable assignataire.

A. - Régies d'avances

Art. 13. - Les régies d'avances créées ou modifiées en application des articles 2 et 3 du présent arrêté peuvent être habilitées à effectuer le paiement des dépenses énumérées à l'article 10 du décret du 20 juillet 1992 susvisé.

Le montant maximum des secours urgents et exceptionnels susceptibles d'être payés par le régisseur d'avances est fixé à 5 000 F par opération.

Peuvent en outre être payés par l'intermédiaire des régies d'avances prévues ci-dessus :

1. Les frais d'enquêtes et de surveillance ;
2. Les allocations octroyées par décision nominative spéciale : récompenses attribuées pour acte de courage, de dévouement, ou à la suite d'opérations de police dans la limite de 500 F par bénéficiaire ;
3. Les frais médicaux, pharmaceutiques et hospitaliers consécutifs aux maladies ou accidents survenus aux personnels de police nationale et reconnus imputables au service ;
4. Le paiement de la solde et de son complément des appelés effectuant leur service national dans la police nationale ;
5. Les indemnités se rattachant aux frais de déplacement, y compris celles des policiers auxiliaires ;
6. Les reliquats de masses d'habillement des fonctionnaires ayant cessé leurs fonctions en cours de mois ;
7. Les allocations afférentes à la médaille d'honneur de la police nationale ;
8. Les consignations aux greffes des tribunaux ;
9. Les remboursements forfaitaires de frais de police ;
10. Les honoraires des avocats et les menues dépenses de contentieux dans la limite de 5 000 F par opération.

B. - Régies de recettes

Art. 14. - Les régies de recettes créées ou modifiées en application des articles 2 et 3 du présent arrêté peuvent être habilitées à encaisser les produits suivants :

1. Le montant des cessions d'effets ou d'objets ainsi que des prestations de services pouvant être consenties à titre remboursable soit aux personnels administrés par les secrétariats généraux pour l'administration de la police, soit à des collectivités privées et des communications téléphoniques privées ;
2. Tous les remboursements de frais dont le montant est ou sera éventuellement mis à la charge des services publics relevant du budget de l'Etat ;
3. Les remboursements de frais supplémentaires entraînés par l'emploi des services et forces de police ;
4. Le montant des frais de copie mis à la charge de la personne qui sollicite la reproduction d'un document administratif ;
5. La perception des frais de repas des personnels administratifs et actifs de police ;
6. Les redevances perçues à l'occasion des transports effectués par des véhicules du parc automobile, escortes de transports de fonds, escortes de voitures « travelling » lors de prises de vues, escortes de transports exceptionnels... ; remorquages ou transports de véhicules en panne ou accidentés, d'objets divers abandonnés sur la voie publique, utilisant des cars de police-secours ; services rendus par la brigade fluviale ;
7. Les rétributions dues pour services spéciaux effectués sur la voie publique, dans les établissements publics de spectacles, champs de courses et réunions sportives, les gares de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P. ;

8. La perception du montant des redevances pour l'installation et l'exploitation des dispositifs d'alerte de la police, notamment en application du décret n° 91-1206 du 26 novembre 1991 relatif aux activités de surveillance à distance ;

9. Le produit des amendes forfaitaires minorées en application des dispositions de la loi n° 89-469 du 10 juillet 1989.

Art. 15. - En ce qui concerne la préfecture de police de Paris, peuvent également être perçus par l'intermédiaire de la régie de recettes :

1. Les droits de timbre afférents à la carte nationale d'identité ;
2. Les droits de timbre afférents à la délivrance ou au renouvellement des passeports français ;
3. Les droits de timbre afférents à la délivrance des cartes de voyageurs, représentants de commerce et placiers ;
4. Les droits de constitution et de tenue des dossiers en vue de l'obtention ou du renouvellement des cartes professionnelles des agents immobiliers et des gérants d'immeubles ;
5. Les taxes diverses concernant les étrangers afférentes :
 - à la délivrance et au renouvellement des cartes de séjour ;
 - à la délivrance des titres d'identité et de voyage ;
 - au visa des passeports des étrangers ;
 - à la délivrance et au renouvellement des autorisations de travail des travailleurs étrangers ;
6. Les droits de chancellerie ;
7. Les droits afférents à la délivrance, au visa et à la validation des permis de chasser et à la délivrance des licences de chasse aux étrangers non résidents ;
8. Les droits afférents à la délivrance des récépissés de déclarations de débits de boissons imputables au compte Produits divers du budget général de l'Etat ;
9. Les frais et amendes ou tout autre paiement au profit du Trésor public résultant d'une condamnation prononcée pour une infraction par une juridiction répressive ;
10. Le produit des amendes forfaitaires de police de la circulation ;
11. Le produit des amendes infligées aux conducteurs de véhicules immatriculés à l'étranger, principalement aux chauffeurs de cars de tourisme en stationnement irrégulier ;
12. Le montant des consignations lorsque le contrevenant refuse de payer l'amende ;
13. Les droits d'examen pour l'obtention du permis de conduire les automobiles ;
14. Les taxes frappant la délivrance des primata et duplicata de permis de conduire ;
15. Les droits afférents aux permis de conduire internationaux ;
16. Les taxes frappant la délivrance des primata et duplicata des récépissés de déclaration de mise en circulation des véhicules automobiles (cartes grises) ;
17. Les taxes sur les automobiles (Fonds national de solidarité) instituées par la loi du 30 juin 1956 ;
18. Les droits afférents à la délivrance des certificats internationaux pour les automobiles ;
19. Les droits afférents aux autorisations de transport, par voie d'eau, d'hydrocarbures, d'installation de baignades, d'appareils de levage, récépissé de déclaration de permission de barrières et échafaudages sur la voie publique ;
20. La taxe parafiscale sur les poids lourds instituée par le décret n° 63-300 du 23 mars 1963 ;
21. Les droits afférents à la délivrance des cartes de brocanteurs ;
22. Les droits de timbre perçus lors des visites médicales pour la délivrance ou le maintien des permis de conduire imputables aux comptes produits divers du budget de l'Etat.

ANNEXE N° 1 (suite et fin)

TITRE IV

RÉGIES D'AVANCES ET DE RECETTES DES GROUPEMENTS
ET DES COMPAGNIES RÉPUBLICAINES DE SÉCURITÉ

A. - Régies d'avances

Art. 16. - Les régies d'avances créées ou modifiées en application des articles 2 et 3 du présent arrêté peuvent être habilitées à effectuer le paiement des dépenses énumérées à l'article 10 du décret du 20 juillet 1992 susvisé.

Le montant maximum des secours urgents et exceptionnels susceptibles d'être payés par le régisseur d'avances est fixé à 500 F par opération.

Peuvent en outre être payés par l'intermédiaire des régies d'avances prévues ci-dessus :

1. Les indemnités journalières d'absence temporaire ;
2. Les indemnités journalières de stage et avances sur ces indemnités ;
3. Les frais de déplacement des policiers auxiliaires ;
4. Les avances sur frais de subsistance des unités dans la limite de 12 000 F par opération ;
5. Les avances sur dépenses d'hébergement et de restauration des unités dans la limite de 12 000 F par opération.

Art. 17. - Les montants des avances sont fixés par les secrétariats généraux pour l'administration de la police, à charge pour ceux-ci de les répartir entre les compagnies républicaines de sécurité, en accord avec le trésorier-payeur général et le chef de groupement, et d'en aviser l'administration centrale.

Le montant de l'avance allouée à chaque compagnie républicaine de sécurité est déterminé par rapport aux dépenses de l'exercice précédent et ne saurait être supérieur au sixième du montant des dépenses prévisibles pour l'année en cours.

B. - Régies de recettes

Art. 18. - Des régies de recettes peuvent être créées dans les compagnies républicaines de sécurité pour percevoir le produit des amendes forfaitaires minorées en application des dispositions de la loi n° 89-469 du 10 juillet 1989.

Art. 19. - Des régies distinctes de celles prévues à l'article 18 du présent arrêté pourront être créées auprès des groupements et des compagnies républicaines de sécurité aux fins de percevoir les recettes suivantes :

1. Les prix des repas servis à des hôtes de passage ;
2. Les sommes collectées par les points phones ;
3. Les rémunérations accessoires.

Art. 20. - L'arrêté du 27 juin 1989 modifié est abrogé.

Art. 21. - Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 juillet 1993.

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur
et de l'aménagement du territoire,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la programmation,
des affaires financières et immobilières,*

A. JEVAKHOFF

Le ministre du budget, porte-parole du Gouvernement,

Pour le ministre et par délégation :

*Par empêchement du directeur
de la comptabilité publique :*

Le sous-directeur,

J. PERREAULT

ANNEXE N° 2 : Arrêté du 28 février 1995 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993

Arrêté du 28 février 1995 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire

NOR : INTF9500124A

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, et le ministre du budget,

Vu la loi n° 89-469 du 10 juillet 1989 relative à diverses dispositions en matière de sécurité routière et en matière de contraventions, notamment ses articles 5 à 10 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le code de la route, et notamment l'article L. 26 ;

Vu l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à améliorer des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – L'article 16 (deuxième alinéa) de l'arrêté du 29 juillet 1993 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Le montant maximum des secours urgents et exceptionnels susceptibles d'être payés par le régisseur d'avances est fixé à 5 000 F par opération. »

Art. 2. – L'article 18 de l'arrêté du 29 juillet 1993 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 18. – Des régies de recettes peuvent être créées dans les compagnies républicaines de sécurité pour percevoir :

« 1. Le produit des amendes forfaitaires minorées en application des dispositions de la loi n° 89-469 du 10 juillet 1989 ;

« 2. Le produit des consignations prévues par l'article L. 26 du code de la route. »

Art. 3. – L'article 19 de l'arrêté du 29 juillet 1993 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« 1. Les frais de repas et de nuitée acquittés par les hôtes de passage. »

Art. 4. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 février 1995.

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur
et de l'aménagement du territoire,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la programmation,
des affaires financières et immobilières,*

A. JEVAKHOFF

Le ministre du budget,

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur
de la comptabilité publique :

Le sous-directeur,

J. PERREAULT

ANNEXE N° 3 : Arrêté du 4 octobre 1995 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993

Arrêté du 4 octobre 1995 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur

NOR : INTF9500563A

Le ministre de l'économie, des finances et du Plan et le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - Les dispositions de l'article 10, deuxième alinéa, de l'arrêté du 29 juillet 1993 susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

« 4. Par ailleurs, peuvent être réglés par les régies d'avances créées auprès des préfets les frais d'enquête et de surveillance, les remboursements forfaitaires des frais de police, les indemnités se rattachant aux frais de déplacement ainsi que les taxes dues à des ambassades ou consulats contre délivrance de laissez-passer. »

Art. 2. - Les dispositions de l'article 13, troisième alinéa, de l'arrêté du 29 juillet 1993 susvisé sont complétées ainsi qu'il suit :

« 11. Le paiement de taxes à des ambassades ou consulats contre délivrance de laissez-passer. »

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 octobre 1995.

Le ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la programmation,
des affaires financières et immobilières,*

A. JEVAKHOFF

*Le ministre de l'économie,
des finances et du Plan,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur
de la comptabilité publique :

Le directeur adjoint,

J. PERREAULT

ANNEXE N° 4 : Arrêté du 26 mars 1996 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993

Arrêté du 26 mars 1996 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 modifié habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur

NOR : INTF9600123A

Le ministre de l'intérieur et le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu la loi n° 95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n° 95-935 du 17 août 1995 portant application de la loi n° 95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi, et notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté du 29 juillet 1993 modifié habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Les dispositions de l'article 11 de l'arrêté du 29 juillet 1993 susvisé sont complétées ainsi qu'il suit :

« 13. Du droit d'examen exigé pour l'inscription au certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi. »

Art. 2. – Les dispositions de l'article 15 de l'arrêté du 29 juillet 1993 susvisé sont complétées ainsi qu'il suit :

« 23. Le montant du droit d'examen exigé pour l'inscription au certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi. »

Art. 3. – Les dispositions de l'article 19 de l'arrêté du 29 juillet 1993 susvisé sont complétées ainsi qu'il suit :

« 4. Les communications téléphoniques privées, des cessions d'effets ou d'objets, des prestations de service pouvant être consenties à titre remboursable aux personnels administrés par les compagnies républicaines de sécurité ou à des hôtes de passage ;

« 5. Les frais de copies mis à la charge de la personne qui sollicite la reproduction de documents ;

« 6. Les remboursements des frais occasionnés par la perte ou la destruction de matériel mis à disposition des personnels administrés par les compagnies républicaines de sécurité ou des hôtes de passage ;

« 7. Organisation de colloques, séminaires, expositions et démonstrations. »

Art. 4. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 mars 1996.

Le ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur de la programmation,
des affaires financières et immobilières :

Le sous-directeur des affaires financières,

C. D'HARCOURT

*Le ministre délégué au budget,
porte-parole du Gouvernement,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur
de la comptabilité publique :

Le directeur adjoint,

J. PERREAULT

ANNEXE N° 5 : Siège et circonscription des entrepôts régionaux du timbre et des imprimés de la Direction générale des Impôts

**SIÈGE CIRCONSCRIPTION DES ENTREPÔTS RÉGIONAUX DU TIMBRE ET DES IMPRIMÉS
DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS**

Siège de l'entrepôt	Circonscription : départements	Adresse
CROISSY-BEAUBOURG	PARIS, YVELINES, SEINE-SAINT-DENIS, VAL-de-MARNE, VAL d'OISE, ESSONNE, HAUTS-de-SEINE, SEINE-et-MARNE	77 - CROISSY-BEAUBOURG
AMIENS	AISNE, OISE, SOMME	80000 AMIENS, 5, rue Dejean
BORDEAUX	DORDOGNE, GIRONDE, LANDES, LOT-et-GARONNE, PYRENEES-ATLANTIQUES	33000 BORDEAUX, 27, rue Jean-Renaud-Dandicelle
CHALONS-sur-MARNE	ARDENNES, AUBE, MARNE, HAUTE-MARNE	51000 CHALONS-sur-MARNE
CLERMONT-FERRAND	ALLIER, CANTAL, CORREZE, CREUSE, HAUTE-LOIRE, PUY-de-DOME, HAUTE-VIENNE	63000 CLERMONT-FERRAND, 4, rue Pascal
BESANCON	COTE-d'OR, SAONE-et-LOIRE, YONNE, DOUBS, JURA, HAUTE-SAONE et TERRITOIRE-de-BELFORT, NIEVRE	25000 BESANCON, 83, rue de Belfort
LILLE	NORD (LILLE), NORD (VALENCIENNES), PAS-de-CALAIS	59000 LILLE, 63, rue du Port
GRENOBLE	AIN, ARDECHE, ISERE, LOIRE, RHONE, SAVOIE, HAUTE-SAVOIE	38000 GRENOBLE, 66, rue de l'Abbé Grégoire
MARSEILLE	ALPES-de-HAUTE-PROVENCE, HAUTES-ALPES, ALPES-MARITIMES, BOUCHES-du-RHONE, CORSE, VAR, VAUCLUSE	13008 MARSEILLE (8ème), traverse Callelongue-Sainte-Anne
SETE	AUDE, GARD, HERAULT, LOZERE, PYRENEES-ORIENTALES	34000 SETE, 28-30, route de Montpellier
NANCY	MEURTHE-et-MOSELLE, MEUSE, MOSELLE, VOSGES	54000 NANCY, cité administrative, 45, rue Sainte-Catherine
ANGERS	LOIRE-ATLANTIQUE, MAINE-et-LOIRE, MAYENNE, SARTHE, VENDEE	49000 ANGERS, 7, place du Ralliement
ORLEANS	CHER, EURE-et-LOIR, INDRE, INDRE-et-LOIRE, LOIR-et-CHER, LOIRET	45000 ORLEANS, bâtiment 125, cité administrative Coligny, 131, faubourg Bannier
NIORT	CHARENTE, CHARENTE-MARITIME, DEUX-SEVRES, VIENNE	79000 NIORT, 98, avenue de la Rochelle
RENNES	COTE-d'ARMOR, FINISTERE, ILLE-et-VILAINE, MORBIHAN	35000 RENNES, 2, boulevard Magenta
SAINT-LO	CALVADOS, EURE, MANCHE, ORNE, SEINE-MARITIME	50000 SAINT-LO, rue de la Libération
STRASBOURG	BAS-RHIN, HAUT-RHIN	67000 STRASBOURG, 4, rue de Phalsbourg
TOULOUSE	ARIEGE, AVEYRON, HAUTE-GARONNE, GERS, LOT, HAUTES-PYRENEES, TARN-et-GARONNE, TARN	31000 TOULOUSE, 29-31, boulevard Armand Duportal

ANNEXE N° 6 : Etat des vignettes destinées à la perception des taxes différentielle et spéciale sur les véhicules à moteur

Direction générale des impôts

ÉTAT DES VIGNETTES DESTINÉES À LA PERCEPTION DES TAXES DIFFÉRENTIELLE ET SPÉCIALE SUR LES VÉHICULES À MOTEUR

A envoyer à la régie de recette de

ANNÉE

19.....19.....

Expédiées par l'entrepôt régional à la

régie de recettes de ¹

N° du classement

Nature et quotité des vignettes 1	Quantités débitées pendant l'année précédente 2	Quantités demandées par le comptable 3	Quantités expédiées par l'entreposeur régional 4	Observations 5
Véhicules de moins de 5 ans				
A F
B F
C F
D F
E F
TOTAUX

Quantités demandées par le régisseur
de recettes (col. 3)

Quantités expédiées par l'entreposeur
régional (col. 4)

Reçu les vignettes détaillées
ci-dessus (col. 4)

A, le

A, le

A, le

Le régisseur

¹ Rayer la mention inutile.

ANNEXE N° 7 : Ecritures à passer

DESIGNATION DES COMPTES	NATURE DES OPERATIONS			OBSERVATIONS
	DEBIT	CREDIT	SOLDE	
<i>A. Comptes de disponibilités</i>				
Caisse	Tout mouvement de fonds se traduisant par une augmentation de l'encaisse	Tout mouvement de fonds se traduisant par une diminution de l'encaisse	Débiteur ou nul	Obligation est faite au régisseur de verser au comptable teneur de son compte de dépôts de fonds au Trésor la totalité des espèces qu'il détient : - lorsque le montant de l'encaisse atteint un certain seuil fixé par arrêté : - le dernier jour ouvrable du mois.
Compte de dépôts de fonds au Trésor	Montant des effets bancaires et postaux reçus des débiteurs	Montant des effets bancaires et postaux encaissés par le comptable teneur de compte	Débiteur ou nul	Obligation est faite au régisseur d'adresser au comptable teneur du compte de dépôts de fonds au Trésor les chèques au plus tard le lendemain de leur réception.
Compte courant postal	Montant des sommes versées ou virées au compte ouvert au nom du régisseur au centre de chèques postaux	Montant des sommes prélevées par le régisseur sur son compte courant postal par virement au profit du comptable, teneur du compte de dépôts de fonds au Trésor	Débiteur ou nul	
<i>B. Comptes d'opérations</i>				
Recettes à transférer	Montant des recettes définitives versées au comptable le dernier jour ouvrable du mois	Montant des recettes définitives encaissées par le régisseur, y compris le montant des recettes imputées après vérification	Créditeur ou nul	

ANNEXE N° 7 (suite)

DESIGNATION DES COMPTES	NATURE DES OPERATIONS			OBSERVATIONS
	DEBIT	CREDIT	SOLDE	
Opérations diverses	Montant des recettes imputées après délivrance effective de timbres, vignettes ou formules	Imputation provisoire de recettes dans l'attente de la délivrance effective de timbres, vignettes ou formules	Créditeur ou nul	La régularisation des opérations portées à ce compte doit intervenir, au plus tard, deux mois après leur constatation.
	Montant des recettes imputées après vérification	Imputation provisoire de recettes dans l'attente de leur vérification	Créditeur ou nul	
	Montant des excédents de versement transférés au comptable le dernier jour ouvrable du mois	Montant des excédents de versement constatés en cours de mois	Créditeur ou nul	
	Montant des recettes correspondant à des mandats-lettres remis au régisseur, imputées au compte recettes à transférer lors de la notification des chèques postaux	Montant des recettes correspondant à des mandats lettres	Créditeur ou nul	
Fonds de caisse	Reversement du montant du fonds de caisse en cas de cessation de la régie	Montant du fonds de caisse consenti au régisseur	Créditeur ou nul	
Fonds de caisse aux sous-régisseurs	Montant du fonds de caisse remis par le régisseur aux sous-régisseurs	Reversement du montant du fonds de caisse en cas de cessation de la sous-régie	Débiteur ou nul	
Carte de paiement - Recettes	Montant (brut) des recettes perçues	Apurement par comptabilisation au compte de dépôts au Trésor lors de la réception de l'avis d'opérations	Débiteur ou nul	

ANNEXE N° 7 (suite et fin)

ECRITURES A PASSER :

NATURE DES OPÉRATIONS	COMPTE DÉBITÉ	COMPTE CRÉDITÉ
I. Encaissement :		
- de recettes définitives :		
. en numéraire	Caisse	Recettes à transférer
. par chèques bancaires et postaux }		
}	Chèques à l'encaissement	Recettes à transférer
}	Compte de dépôts de fonds au Trésor	Chèques à l'encaissement
. par virement au crédit du compte courant postal du régisseur	Compte courant postal	Recettes à transférer
. par cartes de paiement : }	Carte de paiement - Recettes	Recettes à transférer
}	Compte de dépôts de fonds au Trésor	Carte de paiement - Recettes
- de recettes diverses correspond à :		
. des recettes sans délivrance immédiate de document prémarqué	Compte de disponibilités intéressé	Opérations diverses - Rubrique « restes à délivrer »
. à un excédent de versement	Compte de disponibilités intéressé	Opérations diverses - Rubrique « Excédents »
. recettes à imputer après vérification (R.I.A.V)	Compte de disponibilités intéressé	Opérations diverses - Rubrique « R.I.A.V »
II. Imputation définitive d'une recette imputée provisoirement		
- à la rubrique « Restes à délivrer »	Opérations diverses - Rubrique « Restes à délivrer »	Recettes à transférer
- à la rubrique « R.I.A.V »	Opérations diverses - Rubrique « R.I.A.V »	Recettes à transférer
III - Versement aux comptables		
- de l'encaisse en numéraire	Compte de dépôts de fonds au Trésor	Caisse
- de l'avoir au compte courant postal	Compte de dépôts de fonds au Trésor	Compte courant postal
IV - Transfert aux comptables		
- des recettes définitives	Recettes à transférer	Compte de dépôts de fonds au Trésor
- des excédents de versement à rembourser	Opérations diverses - Rubrique « Excédents »	Compte de dépôts de fonds au Trésor
. des recettes à rembourser faute de renseignements pour procéder à leur imputation définitive	Opérations diverses « rubrique « R.I.A.V »	Compte de dépôts de fonds au Trésor
V - Fonds de caisse		
. au régisseur	Caisse	Fonds de caisse
. aux sous-régisseurs	Fonds de caisse aux sous-régisseurs	Caisse

ANNEXE N° 8 : Journaux divisionnaires

JOURNAL DIVISIONNAIRE DE CAISSE

Date et numéro des opérations	Nature des opérations ou Nom des parties	DEBIT						CREDIT	Solde débiteur (col.8-col.9)	Observations
		<i>par crédit des comptes</i>						<i>par débit du compte</i>		
		Recettes à transférer	Opérations diverses	Fonds de caisse (*)	Total de la journée (col.3 + col.4 + col.5)	Solde débiteur de la journée précédente (col. 10)	Total (col. 6 + col.7) 8	Compte de dépôts de fonds au Trésor		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
<p><i>Remarque :</i></p> <p>La contexture de ce registre permet de dégager le solde débiteur du compte « caisse », dont le montant doit correspondre au numéraire à la disposition du régisseur. Elle suppose que la ventilation des recettes, par nature de produits, soit suivie en détail sur des registres de développement. A défaut, la contexture de ce registre peut être adaptée pour permettre la ventilation des recettes par nature des produits, dès l'encaissement.</p> <p>(*) ou « au compte de dépôts de fonds au Trésor », si le fonds de caisse transite par ce compte.</p>										

ANNEXE N° 8 (suite)

MAIN COURANTE DE CAISSE

Date et numéro des opérations	Nature des opérations ou nom des parties	Comptes de disponibilités à débiter			Total des débits	Comptes d'opérations à créditer			Total des crédits	Observations
		Caisse	Carte de paiement Recettes	Chèques à l'encaisse- ment		Recettes à transférer	Opérations diverses	Fonds de caisse		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
<i>Remarque :</i> La contexture de ce registre permet de suivre les recouvrements par moyens de règlement et par compte d'opérations, mais il est possible d'adopter une autre présentation permettant de ventiler les recettes par nature de produits, lorsque cette ventilation n'est pas suivie, en détail, sur les registres de développement. Les résultats enregistrés sur ce registre sont reportés, en fin de journée, sur le journal divisionnaire de caisse, du compte courant postal ou du compte de dépôts de fonds au Trésor.										

ANNEXE N° 8 (suite)

JOURNAL DIVISIONNAIRE DU COMPTE COURANT POSTAL

Date et numéro des opérations	Nature des opérations ou Nom des parties	DEBIT					CREDIT	Solde débiteur (col.7, col.8)	Observations
		<i>Par crédit des comptes</i>					<i>Par débit du compte</i>		
		Recettes à transférer	Opératio ns diverses	Total de la journée (col.3 + col.4)	Solde débiteur de la journée précédente (col.9)	Total (col. 5 + col.6)	Compte de dépôts de fonds au Trésor		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

ANNEXE N° 8 (suite)

JOURNAL DIVISIONNAIRE DU COMPTE DE DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR

Date et numéro des opérations	Nature des opérations	DEBIT								Solde débi- teur de la journée précédente (col. 21)	Total (col. 10 + col.11)
		Par crédit des comptes									
		Carte de paiement	Chèques à l'encaisse- ment	Recettes à transférer	Opérations diverses	Fonds de caisse	Total	Caisse et CCP (1)	Total de la journée (col 8 + col 9)		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

(1) à ne pas reporter au livre-journal.

ANNEXE N° 8 (suite)

JOURNAL DIVISIONNAIRE DU COMPTE DE DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR

Date et numéro des opérations	Nature des opérations	CREDIT						Solde débiteur (col. 12 - col. 20)	Observations
		Par débit des comptes							
		Recettes à transférer	Opérations diverses	Fonds de caisse	Total	Caisse et CCP (1)	Total (col. 18 + col. 19)		
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22

(1) à ne pas reporter au livre-journal.

ANNEXE N° 8 (suite)

LIVRE JOURNAL

Date et numéro des opérations	Nature des opérations	DÉBIT								Total	Observations
		Comptes de dépôts					Comptes d'affectation				
		Caisse	C.C.P	Compte de dépôts de fonds au Trésor	Carte de paiement Recettes	Chèques à l'encaissement	Recettes à transférer	Opérations diverses	Fonds de Caisse		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

ANNEXE N° 8 (suite)

LIVRE JOURNAL

Date et numéro des opérations	Nature des opérations	CRÉDIT								Total	Observations
		Comptes de dépôts					Comptes d'affectation				
		Caisse	C.C.P	Compte de dépôts de fonds au Trésor	Carte de paiement Recettes	Chèques à l'encaissement	Recettes à transférer	Opérations diverses	Fonds de Caisse		
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24

ANNEXE N° 8 (suite)

CARNET DE DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS DU COMPTES « OPÉRATIONS DIVERSES »

Date et numéro des opérations	Numéro d'ordre des opérations au journal divisionnaire ou au livre journal	DÉBIT						
							<i>Régularisation du débit</i>	
		Restes à délivrer	Recettes à imputer après vérification	Excédents de versement	Rejets	Total	Date du crédit correspondant	Numéro d'ordre au présent carnet du crédit correspondant
1	2	3	4	5	6	7	8	9

ANNEXE N° 8 (suite)

CARNET DE DÉVELOPPEMENT DES OPÉRATIONS DU COMPTES « OPÉRATIONS DIVERSES » (SUITE)

Date et numéro des opérations	Numéro d'ordre des opérations au journal divisionnaire ou au livre journal	CRÉDIT						
							<i>Régularisation du débit</i>	
		Restes à délivrer	Recettes à imputer après vérification	Excédents de versement	Rejets	Total	Date du crédit correspondant	Numéro d'ordre au présent carnet du crédit correspondant
10	11	12	13	14	15	16	17	18

ANNEXE N° 8 (suite et fin)

BALANCE DES COMPTES EN DENIERS

M

RÉGISSEUR DE RECETTES

A LA DATE DU

DE

Désignation des comptes	DÉBIT			CRÉDIT			SOLDES	
	Antérieur	Opérations du mois	Total	Antérieur	Opérations du mois	Total	Débiteurs	Créditeurs
<i>1. Comptes de disponibilités</i>								
Caisse.....								
Compte courant postal.....								
Compte de dépôts de fonds au fonds au Trésor.....								
Chèques à l'encaissement.....								
<i>2. Comptes d'opérations</i>								
Recettes à transférer.....								
Opérations diverses.....								
Fonds de caisse.....								
TOTAL GÉNÉRAL.....								
<i>3. Détail du compte « Opérations diverses »</i>								
Restes à délivrer.....								
Recettes à imputer après vérification.....								
Excédents de versement.....								
Carte de paiement - Recettes								
Rejets.....								
TOTAL.....								

Vu par le

A le

Certifié conforme à mes écritures

A le

Le régisseur,

ANNEXE N° 9 : Comptabilisation des chèques impayés

A la régie de recettes :

Lors du dépôt de chèques :

☞ débit : chèque à l'encaissement

crédit : recettes

☞ débit : compte de dépôt de fonds au Trésor

crédit : chèque à l'encaissement.

Lors du versement des recettes :

☞ débit : recettes

crédit : compte de dépôt de fonds au Trésor.

A la trésorerie générale :

Les chèques encaissés sont versés au crédit du compte 369-14.

Si rejet d'un chèque :

☞ débit 461-4

crédit 511 ou 512.

Le relevé de compte du régisseur ne fait pas apparaître de mouvement.

En cas d'irrecouvrabilité, application des instructions n° 80-43-APR du 21 février 1980 et n° 83-10-APR du 18 janvier 1983.

ANNEXE N° 10 : Tableau annuel de situation

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
 CONTRÔLE DES RÉGIES DE RECETTES
 ANNÉE 19..

PRÉFECTURE:

Service auprès duquel la régie est instituée :

Acte constitutif de la Régie	Nom, prénom et grade du régisseur	Date de nomination du régisseur	Montant annuel des recettes	Montant moyen mensuel des recettes	Montant du cautionnement et de l'indemnité de responsabilité pour l'année suivante	Date de la dernière vérification de la régie et autorité l'ayant effectuée	Observations

....., le19..

Visa du Chef de service après duquel est instituée la régie

Le Régisseur,

ANNEXE N° 11 : Constitution du dossier de demande d'encaissement par carte bancaire des recettes des préfectures et des sous-préfectures

DÉPARTEMENT | | |

PRÉFECTURE

¹

DE

SOUS-PRÉFECTURE

CONSTITUTION DU DOSSIER DE DEMANDE D'ENCAISSEMENT PAR CARTE BANCAIRE DES RECETTES DES PREFECTURES ET DES SOUS-PREFECTURES

Etablir un formulaire par point d'encaissement et l'adresser à la direction de la comptabilité publique (bureau E3).

Informations concernant le point de vente

- Intitulé et adresse de la préfecture ou de la sous-préfecture
.....
.....
.....
.....
- Numéro SIRET de la préfecture ou de la sous-préfecture | | | | | | | | | |
(un document officiel doit être fourni)
- Code A.P.E. : | | | | |
- Numéro de la ligne directe sur laquelle sera connecté le T.P.E. : | | | | | | | | | |
- Nom de la personne responsable (le régisseur) :
- Numéro de téléphone : | | | | | | | | | |

Informations de nature comptable

- Comptable assignataire des recettes :
Trésorier-payeur général de(à compléter)
- Nom de la personne responsable du service de la comptabilité :
- Numéro de téléphone : | | | | | | | | | |
- Numéro de compte Banque de France de la trésorerie générale :
code banque code guichet numéro de compte clé
| 3 | 0 | 0 | 0 | 1 | | | | | | | | | | | | | |
(un RIB Banque de France doit être joint au formulaire)

¹ Rayer la mention inutile.